

CHAPITRE LXXXIV.

Mémoire de Carnot sur les affaires publiques. — Fouché échoue dans ses efforts pour obtenir la faveur du roi, et s'unit aux jacobins. — Divers projets de ce parti, qui finit par se joindre aux Bonapartistes. — Commencement d'intrigues actives. — Congrès de Vienne. — Murat, alarmé de ce qui s'y passe, entre en communication avec Napoléon. — Plans des conspirateurs. — Bonaparte s'échappe de l'île d'Elbe. — Il débarque à Cannes et pénètre en France le 1^{er} mars 1815. — Trois mille hommes de troupes se joignent à lui à Grenoble. — Il s'arrête à Lyon, nomme un ministère, et rend plusieurs décrets. — Consternation du gouvernement royal. — Intrigues de Fouché. — Trahison de Ney. — Révolte de l'armée des Bourbons, à Melun. — Le roi quitte Paris, et Bonaparte y arrive le 20 mars. — Accueil qu'il y reçoit.

Nous avons plusieurs fois parlé de Carnot dans cette histoire, comme ayant été le collègue et l'associé de Robespierre pendant tout le règne de la terreur. Ses admirateurs prétendent que, ne se chargeant que de la direction de la guerre contre les étrangers, il laissa à ses confrères du comité de sûreté publique le soin exclusif de ces mesures dont nul langage humain ne saurait peindre suffisamment l'horreur, mais par le moyen desquelles ils s'élevèrent au pouvoir, et par lesquelles ils le conservèrent. Suivant ces avocats indulgens, Carnot se conduisit pendant tout le règne de la terreur de manière à ne pas être souillé d'une

seule tache de sang, comme Aréthuse roulait ses eaux à travers l'Océan sans les mêler avec ses vagues; plus d'un lecteur sera aussi crédule pour l'ancien miracle que pour le moderne. Cependant Carnot eut assez d'indépendance d'esprit pour s'opposer à l'usurpation du trône par Napoléon; et il vécut dans l'obscurité jusqu'en 1814, époque où il employa ses talens comme ingénieur à la défense d'Anvers. Il donna fort tard et avec répugnance son adhésion à la restauration, et fut confirmé dans son rang d'inspecteur-général du génie. Mais cette faveur ne l'empêcha pas d'être extrêmement actif à conspirer contre un monarque auquel il avait promis fidélité, et qui lui avait accordé des émolumens et un grade militaire.*

Carnot exprima son opinion sur les affaires publiques, dans un mémoire publié en décembre 1814; c'était en même temps une apologie du parti des jacobins et une attaque directe contre la dynastie régnante. Nous devons nécessairement considérer avec quelque détail cette pièce parce qu'elle contient les motifs ostensibles d'après lesquels l'auteur, et plusieurs milliers d'autres avec lui, dans leur sollicitude pour les intérêts de la liberté de la France, pensaient que ces intérêts seraient plus en sûreté en brisant le sceptre d'un monarque pacifique, dont la bonté allait peut-être jusqu'à la faiblesse, pour rappeler au trône un souverain absolu, ne gouvernant que d'après des principes militaires, et dont le premier pas pour s'asseoir sous le dais, devait nécessairement être suivi par une guerre contre toute l'Europe.

Dans cette composition singulière, et qui ne

produisit que trop d'effet, toutes les fautes commises par la dynastie rétablie sur le trône se trouvent exagérées, et, sous un léger voile de respect prétendu pour le roi, la famille royale, les nobles et tous leurs adhérens personnels, sont traités comme des fous qui ne savaient comment gouverner la France, et comme des traîtres qui en méditaient la ruine. Avec une ironie aussi perfide qu'injuste, le meurtre du roi Louis XVI y est représenté comme causé, non par la violence et la cruauté de ses persécuteurs, mais par la pusillanimité de ses nobles, qui d'abord provoquèrent le ressentiment de la nation, et s'enfuirent ensuite du royaume, au lieu de se rallier autour de leur souverain, comme ils auraient dû le faire s'ils avaient eu de l'attachement pour lui. Tel était le langage d'un régicide, comme si un membre d'une bande de brigands imputait un assassinat, non à leur violence criminelle, mais à la lâcheté des serviteurs de leur victime, qui auraient dû leur résister. Personne d'ailleurs ne savait mieux que Carnot par quels artifices Louis XVI avait été amené graduellement à abandonner tous les moyens de défense que lui donnait sa situation, et à se livrer à la bonne foi et aux sermens de fidélité de ceux qui le condamnèrent à mort. Les exemples et les argumens employés par Carnot pour justifier la condamnation de Louis sont aussi bizarres et aussi peu concluans. Cicéron, à ce qu'il paraît, dit dans son traité *de Officiis*, « Nous haïssons ceux que nous craignons, et nous désirons la mort de ceux que nous haïssons. » C'est sur cette large base que Carnot s'appuie pour justifier l'approbation

donnée par l'orateur à la mort de César usurpateur, malgré sa clémence; et Caton, continue le collègue de Robespierre, allait encore plus loin; car il ne croyait pas possible qu'il pût exister un bon roi. Par conséquent, non seulement Louis XVI, mais tous les monarques, suivant l'avis de Carnot, pouvaient être justement mis à mort parce qu'ils sont naturellement des objets de crainte pour leurs sujets, parce que nous haïssons ceux que nous craignons, et parce que suivant la doctrine analogue de Shylock (1), personne ne hait ce qu'il ne voudrait pas tuer. La doctrine du régicide est représentée comme consacrée par l'Ancien-Testament. Des familles furent massacrées, des monarques proscrits, l'intolérance promulguée par les ministres d'un Dieu bienfaisant. Pourquoi donc les jacobins n'auraient-ils pas mis à mort Louis XVI? Si on alléguait que la personne des rois était déclarée inviolable par les lois de tout gouvernement civil, celle des usurpateurs ne jouissait certainement pas de la même protection; et quel moyen y avait-il, demandait Carnot, pour distinguer positivement un roi légitime d'un usurpateur? La difficulté de faire une telle distinction était sans doute une justification suffisante des juges de Louis XVI.

On n'avait rien écrit d'aussi absurde depuis la fermeture du club des jacobins; mais le but du pamphlet de Carnot était, non d'excuser un forfait qu'il aurait probablement préféré vanter comme louable, mais d'exciter la fureur des partis contre les Bourbons et leurs partisans, par les exagérations de son éloquence et par le poids

(1) Shakspeare, *Marchand de Venise*.

(ED. DE PAR.)

de son influence sur l'esprit public. Le roi y était accusé d'avoir répondu par de l'ingratitude à l'appel de la nation; appel qu'il n'aurait certainement jamais entendu sans le canon des alliés; de s'être dit roi par la grâce de Dieu; d'avoir abandonné la Belgique, tandis que Carnot était gouverneur d'Anvers; d'avoir donné des chouans, des Vendéens, des émigrés, des cosaques et des Anglais pour chefs aux soldats dont les victoires l'avaient tenu en exil, et dont les défaites seules l'avaient replacé sur le trône de ses pères. * Les émigrés y sont représentés comme une faction exaspérée, mais méprisable. Le peuple, y est-il dit, s'inquiète peu du droit de ceux qui le gouvernent, de leurs querelles, de leur vie privée; et même de leurs crimes politiques, si ce n'est en ce qui le touche. Tout gouvernement a naturellement pour base l'opinion populaire; « mais, hélas! dans l'histoire véritable, les peuples, dit M. Carnot, ne sont regardés que comme les victimes de leurs chefs; on n'y voit que les contestations des sujets pour l'intérêt privé de leurs princes; des rois qui sont eux-mêmes régicides et parricides; des prêtres qui excitent les hommes à se massacrer mutuellement. On ne peut s'arrêter avec plaisir que sur les efforts généreux de quelques hommes vertueux et fermes qui se dévouent à la délivrance de leurs concitoyens: s'ils réussissent, on les appelle des héros; s'ils échouent on les nomme traîtres et démagogues. » Dans ce passage et dans plusieurs autres, l'auteur indiquait clairement quels hommes avaient mis la main à l'œuvre, et quel était le but de leurs intrigues. Tout ce pamphlet était écrit comme un manifeste adressé au peuple

français, annonçant d'une manière obscure, mais distincte, l'existence d'une conspiration formidable, les principes d'après lesquels agissaient ceux qui en faisaient partie, et leurs motifs pour en espérer le succès.

Carnot lui-même affectait de dire que ce mémoire n'était destiné qu'à circuler parmi ses amis particuliers; mais il n'aurait pas produit l'effet qu'on en attendait, s'il n'eût été imprimé et répandu dans le public avec profusion. De petites charrettes parcouraient les boulevards pour en vendre des exemplaires, afin d'é luder les châtimens qu'auraient pu encourir les libraires qui auraient vendu un écrit si séditieux. Malgré ce subterfuge, les imprimeurs et distributeurs de cette diatribe furent poursuivis par le gouvernement; mais la chambre d'instruction criminelle refusa d'admettre l'acte d'accusation, et cet échec ne fit qu'encourager la faction des jacobins. Les mesures officielles par lesquelles les ministres s'efforcèrent de supprimer ce pamphlet irritèrent ceux qui y prenaient intérêt, au lieu de les intimider. C'était montrer un esprit timide et vindicatif, disaient-ils, que de persécuter les agens subalternes de la distribution d'un libelle prétendu, tandis qu'on n'osait traduire en justice celui qui en était l'auteur avoué. La justesse de ce raisonnement était incontestable, car les mesures des ministres étaient d'accord avec cette misérable politique qui préférerait attaquer la liberté de la presse, plutôt que de poursuivre ouvertement ceux qui en abusaient, et de les soumettre à un châtimement public.

Il aurait été à peu près impossible à Fouché de vivre au milieu d'une scène si compliquée

d'intrigues politiques sans y prendre part. Il était pourtant mal placé pour le rôle qu'il désirait jouer. Après avoir prêté son aide à Bonaparte pour trahir et détrôner le directoire, il avait long-temps médité sur les moyens de détrôner et de trahir Bonaparte, et de lui substituer soit une régence, soit quelque autre forme de gouvernement sous laquelle il aurait pu espérer d'être premier ministre. Dans cette entreprise, il courut plus d'une fois le risque de la vie, et il s'estima très-heureux d'en être quitte pour un exil honorable. Nous avons déjà dit que son absence de Paris, lorsque cette ville fut prise par les alliés, lui avait fait manquer l'occasion la plus favorable pour profiter de ses talens politiques. Fouché s'efforça pourtant d'attirer sur lui l'attention du monarque rétabli sur son trône et de son gouvernement, et de faire agréer ses services à Louis. Quand ce célèbre révolutionnaire parut pour la première fois à la cour, il vit un air de sarcasme sur la physionomie de quelques royalistes qui s'y trouvaient, et il saisit cette occasion pour leur donner une leçon qui prouve qu'un ministre de la police, même quand il n'est plus en place, n'est pas un homme dont on doive se jouer. « Monsieur, dit-il, à un courtisan, vous semblez fier du lis dont vous êtes décoré. Vous rappelez-vous le langage que vous avez tenu sur la famille des Bourbons, il y a quelque temps dans telle société? — Et vous, madame, continua-t-il en s'adressant à une femme, vous à qui j'ai donné un passe-port pour l'Angleterre, peut-être seriez-vous charmée que je vous rappellasse ce qui s'est passé entre nous relative-

ment à Louis XVIII? » La conscience des riens le rendit muets, et Fouché fut introduit dans le cabinet du monarque.

Le plan que Fouché recommanda au roi était, comme on pouvait s'y attendre, remarquable par l'astuce et l'artifice; il lui conseilla de prendre la cocarde nationale, d'adopter le drapeau tricolore, et de se déclarer le chef de la révolution. « Ce serait, de la part de Louis XVIII, dit-il, faire le même sacrifice qu'avait fait Henri IV en allant à la messe. » Il aurait pu ajouter que c'était aussi celui de Louis XVI, à qui il en avait coûté la vie. Le but que se proposait Fouché en donnant un tel conseil est évident; il voulait placer le roi dans une situation où ce prince aurait été forcé de donner sa confiance exclusive aux hommes de la révolution, avec lesquels il ne pouvait se mettre en rapport qu'en employant pour intermédiaire le duc d'Otrante, qui, par ce moyen, serait devenu premier ministre. Mais, sous tout autre point de vue, le roi, en suivant cet avis, aurait joué un rôle d'hypocrisie et de bassesse qui aurait excité le dégoût même de ceux qu'il aurait cherché à se concilier.

En prenant les couleurs de la révolution, le roi aurait nécessairement accepté la solidarité des nombreux changemens qu'elle avait amenés en France.* Il est vrai qu'elle en avait produit plusieurs d'excellens, tant dans la théorie que dans la pratique du gouvernement, et le souverain était tenu de les maintenir avec soin pour l'avantage de la nation. Mais tandis que nous sommes reconnais-sans des avantages qu'une grande pluie peut procurer pour la santé du corps et la fertilité du

sol; tandis que nous recueillons avec soin les choses précieuses que l'Océan courroucé peut jeter sur le rivage, un païen aveugle adore seul la tempête et sacrifie aux vagues en fureur. Le roi, faisant la cour aux meurtriers de son frère, ne pouvait leur inspirer à eux-mêmes que dégoût pour son hypocrisie, et il aurait justement perdu l'estime et l'affection non-seulement des royalistes, mais de tous les honnêtes gens.

Ce fut encore pour gagner les bonnes grâces des Bourbons que Fouché adressa à Napoléon une singulière épître, dans laquelle il cherchait à le convaincre que le titre de souverain, dans la petite île d'Elbe, ne convenait pas à celui qui avait été le maître d'un empire immense. Il lui faisait remarquer que la situation de cette île n'était pas convenable à son projet de retraite, étant voisine de différens points où sa présence pouvait produire une agitation dangereuse. « On pouvait l'accuser, disait-il, sans qu'il fût coupable; et il pouvait faire le mal sans en avoir l'intention, en inspirant des alarmes. » Il lui donnait à entendre que le roi de France, quoique déterminé à agir avec justice, pouvait se laisser porter, par les passions des autres, à enfreindre les règles. Il disait à l'ex-empereur de France, que le titre qu'il conservait n'était propre qu'à augmenter ses regrets d'avoir perdu la souveraineté réelle; c'était même une source de dangers positifs, puisqu'on pouvait croire qu'il ne le gardait que pour maintenir ses prétentions. Enfin, il exhortait Napoléon à se réduire à la qualité de simple particulier, et à se retirer dans

les États-Unis d'Amérique, dans la patrie de Franklin, de Washington et de Jefferson.

Fouché ne pouvait guère espérer que cette épître monitoire produirait beaucoup d'impression sur son ci-devant maître impérial; il connaissait trop bien la nature humaine et Bonaparte. Mais, comme elle pouvait parler avec avantage pour lui aux membres de la famille royale, il en envoya une copie à Monsieur, avec un commentaire convenable, dont l'objet était de démontrer ce que les circonstances avaient déjà rendu évident; que la tranquillité des nations et des souverains ne pouvait jamais être assurée tant que Napoléon resterait dans sa situation actuelle; et que par son séjour dans l'île d'Elbe, cette île était à la France ce que le Vésuve est à Naples. Il fallait en conclure qu'un certain degré de douce violence, pour éloigner la personne de Napoléon, aurait été un coup de politique dans le cas où l'ex-empereur n'aurait pas lui-même assez de vertu patriotique pour se déporter en Amérique. Le prince, plein d'honneur et de générosité, à qui Fouché s'adressait ainsi, avait l'âme trop noble pour écouter cette insinuation; et cette tentative pour capter les bonnes grâces de la famille des Bourbons, échoua complètement. Mais l'intrigue était l'élément de Fouché, et il paraît qu'il s'inquiétait peu du choix de ses partenaïres, pourvu qu'il prît part au jeu hasardeux de la politique. Il se retira à sa campagne, et se lia avec ses anciens amis du parti jacobin, qui ne furent pas fâchés de profiter de la connaissance étendue qu'il avait de toutes les intrigues.

La politique de ce parti était d'insister sur les fautes de la famille royale, et d'appuyer sur les préventions qu'elle nourrissait contre les hommes et les mesures de cette époque où la France avait triomphé dans tant de guerres, soit contre ces hommes d'état qui avaient dirigé tant d'entreprises gigantesques, soit contre les guerriers qui les avaient exécutées. Le roi, disait-on, avait connu le malheur sans y puiser des leçons de sagesse; il était incapable de faire un seul pas hors du cercle de ses préjugés gothiques. La France l'avait reçu des mains de conquérans étrangers, entouré d'un groupe de nobles mendiants dont les prétentions étaient aussi surannées et aussi absurdes que leurs décorations et leurs manières. On prétendait que son gouvernement tendait à diviser les Français en deux classes, opposées l'une à l'autre par leur mérite comme par leurs intérêts: les émigrés, que Louis considérait seuls comme des sujets fidèles et affectionnés, et le reste de la nation, où les Bourbons ne voyaient tout au plus que des rebelles repentans. On affirmait qu'encore trop timides pour frapper un coup à découvert, le roi et ses ministres cherchaient tous les moyens possibles pour priver de leur rang et de leurs places tous ceux qui avaient pris une part active quelconque à la révolution, et qu'ils éludaient ainsi la promesse d'amnistie générale. Sous prétexte d'économie nationale, ils licenciaient l'armée, et congédiaient les employés du gouvernement, dépouillant ainsi les serviteurs militaires et civils de la France du prix de leurs longs services. Louis, ajoutait-on, avait insulté la gloire de la France et en avait humilié les

guerriers, en renonçant aux couleurs et aux symboles consacrés par vingt-cinq ans de victoires; il avait refusé une couronne que le peuple lui offrait, en préférant s'en emparer en vertu du droit d'héritage, comme si la souveraineté sur les hommes pouvait passer du père au fils, ainsi qu'à la propriété d'un troupeau. Le droit des Français de choisir leur chef était héréditaire et imprescriptible, et la nation devait le faire valoir ou s'exposer au mépris de l'Europe, au lieu d'en être l'orgueil et l'épouvante.

Tel était le langage qui aigrissait et qui alarmait les oisifs Parisiens. Ils oubliaient en ce moment qu'ils avaient vu Napoléon, à Notre-Dame, prendre la couronne sur l'autel, et la placer lui-même sur sa tête, presque sans en rendre grâce à Dieu, et certainement sans l'ombre d'un remerciement à la nation.* On avait recours à d'autres moyens pour exciter le mécontentement dans les départemens. Le principal était d'entretenir les inquiétudes dont nous avons si souvent parlé, relativement aux domaines nationaux. On ne se contentait pas de répandre partout le bruit que les propriétaires actuels étaient menacés de voir révoquer toutes les ventes qui avaient été faites de biens du clergé ou des émigrés; on employa en bien des cas une manœuvre singulière pour faire ajouter foi à cette assertion. Des agens secrets étaient dépêchés dans les départemens où des biens étaient mis en vente; ces émissaires prenaient des informations comme s'ils eussent eu le projet de s'en rendre acquéreurs; et lorsque le droit de propriété était établi sur la confiscation révolutionnaire, ils prétendaient

ne pas y trouver une sécurité suffisante, retiraient leurs offres, et portaient par-là le propriétaire, et tous ceux qui se trouvaient dans la même situation, à croire qu'un pareil titre était regardé comme vicieux, attendu la révocation des ventes dont on était menacé par le gouvernement des Bourbons.

On croit généralement que ce n'était pas d'abord au profit de Bonaparte qu'on tramait ces intrigues. Il était aussi redouté que haï par le parti des jacobins, qui savaient combien son gouvernement de fer leur offrait peu de chances pour réaliser de nouveau leurs visions de république pure ou de monarchie républicaine. On suppose qu'ils jetèrent les yeux de préférence sur le duc d'Orléans. Ils comptaient probablement sur la force de la tentation, et ils pensaient qu'en détrônant Louis XVIII, et en donnant la couronne à son parent, ils obtiendraient d'une part un roi qui tiendrait son pouvoir de la révolution et par la révolution, et que, de l'autre, ils se concilieraient les puissances étrangères au dehors et les constitutionnels dans l'intérieur, en choisissant leur souverain dans la famille des Bourbons. Les plus circonspects de ceux qui trempaient dans cette intrigue, étaient d'avis qu'on n'entreprît rien pendant la vie du monarque régnant; d'autres étaient plus impatiens et moins prudents; et le prince dont nous parlons fut informé de leur plan par un billet anonyme qui ne contenait que ces mots: « Nous le ferons sans vous; nous le ferons malgré vous; nous le ferons pour vous; » comme si l'on avait voulu lui laisser le choix d'être le chef ou la victime de la révolution projetée.

Le duc d'Orléans avait trop de droiture et d'honneur pour se laisser entraîner dans ce complot mystérieux. Il remit entre les mains du roi la lettre qu'il avait reçue, et agit sous tous les rapports avec tant de prudence, qu'il détruisit toutes les espérances que le parti révolutionnaire avait fondées sur lui. Il était nécessaire de trouver quelque autre point central. Les uns proposaient Eugène Beauharnais pour en faire le héros du mouvement projeté ; les autres demandaient un gouvernement provisoire, et il en était qui désiraient qu'on adoptât encore une fois la forme républicaine. Mais aucun de ces plans ne paraissait devoir plaire à l'armée. Le cri de vive la république ! était devenu suranné : le pouvoir que les jacobins possédaient autrefois, de créer des commotions populaires, était considérablement diminué ; et quoique l'armée fût dévouée à Bonaparte, il était probable que dans une discorde civile où il n'aurait nul intérêt, elle suivrait les maréchaux et les généraux qui la commandaient en s'opposant à toute insurrection purement révolutionnaire. Si, au contraire, on faisait de l'intérêt de Napoléon une sorte d'avant-garde, il n'y avait nul doute qu'on ne s'assurât le puissant secours de l'armée. S'il revenait avec les mêmes principes d'autorité absolue qu'il avait professés autrefois, les jacobins auraient toujours gagné de se débarrasser de Louis et de la Charte, qui étaient les principaux objets de leur haine, Louis comme un roi donné par la Charte, et la Charte comme une loi donnée par le roi.

Ces considérations déterminèrent bientôt les jacobins à s'unir aux bonapartistes. Les premiers étaient dans la situation d'une bande de voleurs

qui, n'ayant pas les moyens de forcer la porte d'une maison qu'ils se proposent de piller, renouvellent leur entreprise en mettant à leur tête un confrère de la même profession qui a l'avantage d'avoir un levier entre les mains. Quand et comment se forma cette ligue ; quelle garantie les jacobins obtinrent-ils que Bonaparte, détrôné comme despote militaire, reprendrait sa couronne sous des restrictions constitutionnelles, c'est ce que nous n'avons pas les moyens de savoir. Mais, dès que la coalition fut formée, ses louanges furent chantées de toutes parts, et particulièrement par bien des gens qui, comme jacobins, avaient été ses ennemis les plus prononcés. Une grande partie du public, en France, se trouva disposée à penser plus favorablement de Bonaparte dans l'île d'Elbe, que de Napoléon aux Tuileries. Peu à peu même, d'après la nouveauté et la singularité de sa situation, il commença à exciter un intérêt tout différent de celui qui s'attachait au despote qui avait levé tant de conscriptions et sacrifié à son ambition tant de millions de victimes. Chaque preuve d'activité qu'il donnait dans le cercle étroit de ses domaines, ses admirateurs la faisaient contraster avec l'inertie constitutionnelle du monarque rétabli. Aussi habile dans la paix que pendant la guerre, disaient-ils, il ne manquait à la France que la main protectrice et l'œil infatigable de Napoléon, pour qu'elle devînt l'envie de l'univers, si l'état de l'Europe lui laissait le loisir et l'occasion dont les Bourbons jouissaient alors. Ces allégations, d'abord secrètement insinuées, et enfin murmurées à voix haute, produisirent leur effet ordinaire sur le caractère inconstant du public, et à mesure que l'enthousiasme en faveur

des Bourbons fit place à l'indifférence et à l'aver-sion, l'horreur générale qu'avait inspirée l'ambition et la tyrannie de Bonaparte commença à céder au souvenir de son activité, de son énergie et de son courage.

Ce changement doit avoir été bientôt connu de celui qui en était l'objet; du moins, une expression qu'on dit lui-être échappée pendant qu'il se rendait à l'île d'Elbe, indiquait un secret pressentiment qu'il pourrait un jour remonter au haut rang dont il était déchu. « Si Marius, dit-il, s'était donné la mort dans les marais de Minturnes, il n'aurait jamais joui de son septième consulat. » Ce qui n'était peut-être que le désir vague d'une ame ardente luttant contre l'adversité, devint, d'après les circonstances dans lesquelles se trouvait la France, un espoir plausible et bien fondé. Il ne fallait qu'établir des communications entre ses partisans nombreux et zélés, leur donner des instructions pour qu'ils présentassent aux jacobins quelque espérance propre à les attirer sous ses drapeaux, profiter du mécontentement qui coïssait en France, et y attiser la discorde : une conspiration était déjà toute formée, sans grands efforts de la part de celui qui en devint bientôt l'objet et le centre.

On prépara alors diverses affiliations et différens points de rendez-vous pour recruter des partisans. Les dames de la cour de l'ex-empereur, qui se trouvaient humiliées dans celle du roi par la préférence accordée à la noblesse du sang, devinrent des instrumens pleins de zèle pour ces intrigues politiques; car l'orgueil offensé est toujours prêt à saisir les moyens de vengeance. Les bourses de leurs maris et de leurs amans étaient ouvertes

à ces belles intrigantes, et plusieurs disposèrent de leurs bijoux pour servir la cause de la révolution. La principale de ces conspiratrices était Hortense Beauharnais, femme de Louis Bonaparte, mais alors séparée de son mari, et portant le titre de duchesse de Saint-Leu. C'était une femme douée de grands talens, et ayant autant d'activité que d'adresse. Des réunions de conspirateurs avaient lieu à Nanterre, à Neuilly et à Saint-Leu; et madame Hamelin, confidente de la duchesse, aida, dit-on, à cacher quelques-uns des principaux agens.

La duchesse de Bassano et la duchesse de Montebello, veuve du maréchal Lannes, travaillaient avec zèle pour la même cause. * C'était dans les assemblées tenues chez ces femmes intrigantes, qu'on forgeait et qu'on mettait en ordre toute l'artillerie de la conspiration, depuis le mensonge politique qui produit son effet si on le croit seulement une heure, jusqu'au couplet et au sarcasme, semblables à la fusée d'artifice qui répand la gaité ou l'incendie, suivant la nature des matières au milieu desquelles on la jette. De ces lieux de rendez-vous partaient les agens du complot pour faire leurs rondes respectives, munis de tous les appâts qui pouvaient exciter le propriétaire inquiet, attirer le désœuvré Parisien, séduire l'idéologue qui désirait faire l'épreuve de ses théories *utopiennes* sur un gouvernement réel, et par-dessus tout gagner le militaire, depuis l'officier, aux yeux duquel on faisait briller, en perspective idéale, le bâton de maréchal, les décorations et même les couronnes, jusqu'au gre-

nadier, qui bornait son espoir à l'eau-de vie et au pillage.

Les classes inférieures de la population, et surtout celles qui habitaient les deux grands faubourgs de Saint-Marceau et de Saint-Antoine, étaient disposées en faveur de cette cause par leur caractère remuant, par leur légèreté naturelle, par la crainte que le roi ne discontinuât les constructions dispendieuses auxquelles Napoléon avait coutume de les employer, par l'aversion qu'avaient les jacobins pour la légitimité de Louis, jointe à quelques soupirs de regret pour les heureux temps de la liberté et de l'égalité, et enfin par le penchant que manifeste partout la lie de la société à secouer le joug des lois qui la réprime, et dont elle est l'ennemie naturelle. L'influence de Richard Lenoir fut particulièrement utile aux conspirateurs. C'était un riche manufacturier de coton qui réunit et disciplina jusqu'à trois mille hommes de ses ateliers, tout prêts à paraître au premier signal des conspirateurs. Les royalistes appelaient Lenoir Santerre II, disant qu'il aspirait, comme ce célèbre brasseur, à devenir un général de sans-culottes. * Lenoir était lié au parti de Bonaparte par le mariage de sa fille avec le général Lefebvre-Desnouettes, le favori de Napoléon, quoiqu'il eût manqué à sa parole en fuyant de l'Angleterre, où il était prisonnier.

Des mouvemens révolutionnaires commençaient à se manifester parmi la populace, semblable à un lac agité par un tremblement de terre. Quelques-fois, sous prétexte de manque de pain ou de travail, des groupes tumultueux s'assemblaient

sur la terrasse des Tuileries, et leurs clameurs rappelaient à la duchesse d'Angoulême les temps qui avaient précédé l'emprisonnement et la mort de sa famille. La police les dispersait pour un moment; mais si l'on faisait quelque arrestation, le sort ne tombait que sur des misérables qui avaient suivi l'impulsion des autres, et on ne fit aucun effort pour découvrir la cause réelle de ces symptômes si alarmans.

La police de Paris était alors sous la direction de M. Dandré, ancien financier. * Sa fidélité au roi ne paraît pas avoir été mise en doute, mais il n'en est pas de même de sa prudence et de son activité; il semble qu'il connaissait peu tous les devoirs de sa charge, ou qu'il n'avait pas les instrumens nécessaires pour la remplir. Ces instrumens, c'étaient, en d'autres termes, les agens subordonnés; toute la machine de la police était restée la même depuis l'administration redoutée de Savary, ministre confidentiel et l'espion en chef (1) de Bonaparte. Ce corps sentait que son emploi *honorable* avait perdu beaucoup de son importance et de ses bénéfices depuis la chute de Bonaparte, et il songeait avec regret aux jours où on l'employait à ces secrètes et ténébreuses menées, inconnues sous un gouvernement constitutionnel et pacifique. Semblables aux esprits du mal employés par les sortilèges d'un bon nécromancien, ces officiers de police paraissaient servir le roi à contre-cœur et de mauvaise grâce; ils négligeaient leurs devoirs lorsqu'ils pouvaient le faire avec impunité, et

(1) *Head-Spy*. Cette expression nous paraît impropre.
(ED. DE PAR.)

semblaient avoir perdu leur activité et leur talent au service d'une monarchie légitime.

Ce fut donc, sinon avec l'approbation de la police, au moins avec sa connivence, que la conspiration prit un caractère plus audacieux. Plusieurs maisons d'une renommée douteuse, mais surtout le café Montansier, au Palais-Royal, furent choisies comme des lieux de rendez-vous, par les complices subordonnés de la cause impériale, où les santés, les chansons, les airs et le langage faisaient allusion à la gloire de Bonaparte, aux regrets de son absence et au désir de son retour. Pour exprimer l'espérance que cet événement arriverait avec le printemps, les conspirateurs adoptèrent pour leur symbole la violette; et ils donnèrent plus tard à Bonaparte lui-même le nom *du caporal la Violette*. Cette fleur et sa couleur étaient portées publiquement comme une distinction de parti, et la cour semblait ne pas concevoir la moindre alarme; plus d'un royaliste buvait à la santé de Bonaparte sous le nom *du caporal la Violette* ou de *Jean de l'Épée*, sans soupçonner le sens caché de ces paroles.

Paris était le centre de la conspiration, mais ses ramifications s'étendaient dans toute la France. On forma des clubs dans les principales villes, et des correspondances régulières furent établies entre ces clubs et la capitale. On assure que ces communications étaient favorisées par Lavalette, qui, ayant été pendant long-temps directeur des postes sous Bonaparte, conservait une grande influence sur les agens subordonnés de ce département, dont aucun n'avait été déplacé au retour

du roi. D'après le témoignage de M. Ferrand, directeur-général sous le roi, il paraît que les courriers, comme les soldats et les officiers de police, trouvant moins d'avantages sous le gouvernement royal que sous celui de Bonaparte, plusieurs d'entre eux embrassèrent les intérêts de leur ancien maître. Et c'est un fait avéré que la correspondance relative à la conspiration fut transmise par les bureaux de la poste royale, qu'elle était contenue dans des lettres marquées du sceau royal et distribuées par des messagers portant la livrée du roi.

Des démonstrations aussi patentes de trahison n'échappèrent point à l'observation des royalistes, et il paraît qu'elles furent communiquées aux ministres de différens côtés. Mais on a dit positivement que des lettres contenant des détails sur la fuite projetée de Napoléon avaient été trouvées dans le bureau d'un ministre, encore cachetées et sans avoir été lues. En effet, chacun de ces personnages officiels semble s'être renfermé scrupuleusement dans la routine de son département; de telle sorte, que ce qui était d'un intérêt général n'était considéré comme l'affaire d'aucun d'eux en particulier. Ainsi, quand la catastrophe arriva, chacun s'efforça de rejeter le blâme sur les autres, comme les serviteurs d'une maison nombreuse et mal réglée. Cette obstination générale nous surprend au premier abord; mais le ciel, qui punit souvent les hommes en permettant l'accomplissement de leurs folies ou de leurs coupables desirs, avait décrété que la paix serait rétablie en Europe par l'extermination de cette armée, à qui la paix avait été si

odieuse; et il était nécessaire, pour ce dessein, qu'elle réussît dans son entreprise désespérée, de détrôner un souverain paisible et constitutionnel, et de rétablir son chef despotique, qui devait bientôt la conduire au terme de sa destinée comme de la sienne propre.*

Tandis que le gouvernement royal en France était ainsi miné graduellement, le reste de l'Europe ressemblait à un océan qui se calme après une tempête violente, lorsqu'on voit les débris des naufragés flottant sur les vagues moins agitées, mais qui menacent encore de plus grands malheurs avant d'arriver complètement au repos.

Le congrès des représentans des principaux États de l'Europe s'était rassemblé à Vienne pour y régler les intérêts compliqués qui s'étaient élevés pendant les longues vicissitudes de vingt-cinq ans de guerres continuelles. Le bouleversement avait été si général, non-seulement dans les relations sociales et la puissance respective des États de l'Europe, mais dans les habitudes, les sentimens et les principes des habitans, qu'il paraissait tout-à-fait impossible de rétablir le système primitif comme il existait avant 1792. Le continent ressemblait aux débris de la ville de Londres après le grand incendie de 1666, quand les limites de la propriété individuelle furent si complètement effacées et confondues, que le roi se trouva obligé, par la circonstance urgente, de faire une distribution nouvelle et en quelque sorte arbitraire du terrain, afin de rebâtir les rues sur un plan plus régulier et mieux assorti aux améliorations du temps. Ce qui devint un avantage pour Londres aura peut-être de semblables conséquences

pour le monde civilisé, et on peut s'attendre à voir sortir de ce qui a été détruit un ordre de choses meilleur et plus durable. La génération future peut ainsi recueillir un jour les résultats heureux des tempêtes dont ses pères ont eu à souffrir. Cependant nous sommes loin d'approuver quelques-unes des spoliations qui furent faites dans cette occasion, et si nos limites nous permettaient d'entrer dans cette discussion, nous dirions que l'abus de la force fut porté à un point que ne pouvaient justifier les principes des alliés.

Parmi les travaux du congrès, son attention se porta sur le royaume de Naples; et Talleyrand en particulier insista sur ce point, que conserver à Murat la souveraineté de ce beau royaume, c'était compromettre la paix future de l'Europe pour consolider un empire fondé sur les principes de Napoléon, et gouverné par son beau-frère. On lui répondit avec vérité, qu'il était trop tard pour discuter le droit de souveraineté de Murat, après avoir accepté avec joie son assistance et en avoir profité dans la guerre contre Bonaparte. Talleyrand s'efforça en communiquant au duc de Wellington une correspondance entre Bonaparte, sa sœur Caroline et Murat, de montrer que ce dernier n'était pas sincère quand il semblait agir de concert avec les alliés. L'opinion du duc fut que les lettres ne prouvaient pas de fausseté, quoiqu'elles annonçassent, ce que l'on devait attendre, que Murat ne prenait parti contre son beau-frère et son bienfaiteur qu'avec une grande répugnance. Cette affaire était alors débattue devant le congrès, et Murat voyant sa

puissance en danger, paraît avoir adopté le téméraire expédient de changer encore une fois de parti, et renoué sa correspondance avec Napoléon. Le peu de distance entre l'île d'Elbe et Naples rendait ces communications assez faciles; et de plus, ils avaient l'assistance active de Pauline, qui allait et venait d'Italie à la petite cour de son frère. Cependant Napoléon a toujours nié avec assurance avoir eu aucune connaissance précise de l'entreprise méditée par Murat.

Le roi de France, dans le même temps, rappela, par une proclamation, tous les Français qui étaient au service du royaume de Naples, et fit omettre dans l'Almanach royal le nom du roi Joachim.

Murat, alarmé de cette démonstration d'intentions hostiles, eut une correspondance secrète avec la France; on intercepta une lettre adressée au roi de Naples, par le général Excelmans, dans laquelle il professait pour lui, en son nom et en celui de plusieurs autres, un attachement dévoué, et l'assurait que des milliers d'officiers, formés à son école et sous ses yeux, répondraient à son appel, si les choses ne prenaient pas une tournure satisfaisante. En conséquence de cette lettre, Excelmans fut mis à la demi-solde et exilé de Paris; il refusa d'obéir à cet ordre. On le traduisit ensuite devant un conseil de guerre, par lequel il fut acquitté, triomphant; il fut admis à baiser la main du roi, et lui jura fidélité à toute épreuve. Nous verrons bientôt comment il garda sa parole. Cependant le roi avait besoin de partisans fidèles, car les fils de la conspiration se serraient de plus en plus autour de lui.

Le complot formé contre Louis XVIII comprenait deux entreprises. La première devait être achevée à la descente de Napoléon de l'île d'Elbe, lorsque les dispositions générales des soldats, la crainte inspirée par son nom et son caractère, et les soupçons, les insinuations répandues de tous côtés contre les Bourbons, joints à l'espérance de recouvrer ce que la nation considérait comme la perte de sa gloire, lui garantiraient une réception favorable. La seconde était plutôt une suite de la conspiration, et concernait l'insurrection d'un corps de troupes sous les ordres du général Lallemand, qui était en garnison dans le nord-est de la France, et à qui fut confié le soin d'intercepter la retraite du roi et de la famille royale, de s'emparer de leurs personnes, et de les retenir comme otages quand l'empereur serait rétabli.

Il est impossible de savoir à quelle époque précise de sa résidence à l'île d'Elbe, Napoléon donna son consentement exprès à ce qui lui était proposé, et se disposa à jouer le rôle qui lui était destiné dans ce drame extraordinaire. Nous supposons cependant que sa résolution date du temps où ses manières changèrent complètement à l'égard de l'envoyé britannique résidant à sa petite cour, lorsqu'il prit un air impérial et inaccessible, pour tenir à une certaine distance, comme un observateur importun, le colonel sir Niel Campbell, pour qui il avait d'abord montré de la bienveillance.*

Ce fut le dimanche 26 février, que Napoléon s'embarqua avec ses gardes à bord de la flottille, composée du brigantin *l'Inconstant*, et de six

autres navires légers, pour l'une des plus extraordinaires et des plus aventureuses expéditions qui eussent jamais été entreprises. Les troupes qui allaient changer encore une fois les destinées de la France, ne s'élevaient qu'à mille hommes environ. Pour garder le secret de l'entreprise, sa sœur Pauline donna un bal la nuit de son départ, et en quittant la fête, les officiers furent appelés inopinément pour monter à bord de la petite escadre.

Napoléon courut deux grands risques dans son passage. Le premier, fut la rencontre d'une frégate française portant pavillon royal, qui héla *l'Inconstant*. L'ordre fut donné aux grenadiers d'ôter leurs bonnets à poil, de descendre à fond de cale, ou de se coucher sur le pont, tandis que le capitaine de *l'Inconstant* échangeait quelques civilités avec le commandant de la frégate, que par hasard il connaissait; et on lui permit de continuer sa route, sans une plus longue enquête. Le second danger fut causé par la poursuite de sir Niel Campbell, avec la corvette *la Perdrix*, qui, parti de l'île d'Elbe, où il avait appris la fuite de Napoléon, dans l'intention de s'emparer de la flottille ou de la couler à fond, ne put que voir de loin les navires lorsque Napoléon débarquait déjà.

Ce fut le 1^{er} mars, que Napoléon, faisant reprendre aux siens la cocarde tricolore, débarqua à Cannes, petit port dans le golfe Juan, non loin de Fréjus, qui l'avait vu une première fois débarquer, simple particulier, à son retour d'Égypte, pour conquérir un puissant empire, qui l'avait revu depuis abaissé et banni, voguant

vers le lieu de son exil, et qui, maintenant, le revoyait une dernière fois, aventurier audacieux, jeter le dé pour un trône ou pour un tombeau. Quelques soldats de sa garde se présentèrent devant Antibes, et furent faits prisonniers par le général Còrsin, gouverneur de la place.*

Napoléon ne fut pas déconcerté par une circonstance si défavorable, et se mit aussitôt en marche à la tête de mille hommes environ, pour la capitale d'un royaume d'où il avait été chassé avec haine, et où son rival occupait en paix un trône héréditaire.* Pendant quelque temps, les habitans le regardaient avec des yeux étonnés et incécis, comme incertains s'ils l'assisteraient comme amis, ou s'ils s'opposeraient à sa marche comme à celle d'un usurpateur. Quelques paysans crièrent *vive l'empereur!* mais les aventuriers ne trouvèrent ni soutien ni opposition dans les classes plus élevées. Le soir du 2 mars, un jour et demi après le débarquement, la petite troupe atteignit Sernon, après avoir laissé derrière elle son faible train d'artillerie, pour faire des marches forcées. Comme Napoléon approchait du Dauphiné, appelé *le berceau de la révolution*, les paysans saluèrent avec beaucoup d'accord sa bienvenue, mais ni les propriétaires, ni le clergé, ni les fonctionnaires publics ne paraissaient encore. Cependant ils étaient près de ceux qui devaient décider du succès ou de la ruine de l'expédition.

Soult, ministre de la guerre, avait ordonné que de nombreux corps de troupes fussent disposés entre Lyon et Chambéry, pour soutenir, comme il l'a dit ensuite, le langage que Talleyrand avait tenu au congrès, en montrant que la France était

prête pour la guerre ; si le maréchal agit avec bonne foi dans cette mesure, il fut au moins très-malheureux ; car, comme il l'avoue lui-même, en essayant cependant de se disculper, les troupes furent placées ainsi comme si on les eût jetées à dessein sur le chemin de Bonaparte, et elles se trouvaient par malheur composées de corps dévoués particulièrement à la personne de l'empereur. Le 7 mars, le septième régiment de ligne, commandé par le colonel Labédoyère, arriva à Grenoble. Il était jeune, noble, bien fait, distingué comme militaire, et allié par son mariage à la noble et royaliste famille de Damas ; il obtint de Louis XVIII un emploi et de l'avancement par l'influence de cette famille, qui répondit elle-même de sa fidélité. Cependant Labédoyère avait été engagé par Camborne dans la conspiration de l'île d'Elbe, et il se servit du commandement qu'il avait obtenu, pour la perte du monarque qui s'était confié à lui.*

Comme Napoléon approchait de Grenoble, il rencontra les postes avancés de la garnison, qui venaient à lui, mais qui semblaient irrésolus. Bonaparte fit faire halte à sa petite troupe, s'avança presque seul, et découvrant sa poitrine, il s'écria : « Si quelqu'un veut tuer son empereur, le voilà. » L'appel fut irrésistible, les soldats jetèrent leurs armes, entourèrent le général qui les avait si souvent conduits à la victoire, et crièrent *vive l'empereur* ! En même temps, Labédoyère, à la tête de deux bataillons, sortait des portes de Grenoble ; bientôt il déploya une aigle qui, comme celle de Marius, adorée par le conspirateur romain, avait été soigneusement conservée pour

devenir le symbole de la guerre civile ; en même temps, il distribua aux soldats les cocardes tricolores qu'il avait cachées dans la caisse d'un tambour ; on les reçut avec enthousiasme. Ce fut dans ce moment que le maréchal-de-camp Des Villiers, l'officier supérieur de Labédoyère, arriva sur la place, alarmé de ce qui venait d'avoir lieu ; il voulut haranguer le jeune colonel fanatique et ses soldats, mais il fut forcé de se retirer. Le général Marchand, commandant fidèle de Grenoble, n'eut pas plus d'influence sur les troupes qui restaient dans la place ; elles le firent prisonnier, et livrèrent la ville à Bonaparte. Napoléon se vit ainsi à la tête de près de trois mille soldats, avec un train proportionné d'artillerie, et des munitions. Il agit avec une modération que son succès lui rendait bien facile, et renvoya le général Marchand.*

Quand la première nouvelle de l'arrivée de Napoléon fut reçue à Paris, elle y excita plutôt la surprise que l'alarme ; mais lorsqu'on apprit qu'il traversait le pays sans opposition, on commença à craindre généralement quelque étrange et vaste conspiration. Les Bourbons ne manquèrent pas à leur propre cause. *Monsieur* partit pour Lyon avec le duc d'Orléans, et le duc d'Angoulême se rendit à Nismes. Les chambres législatives et un très-grand nombre de citoyens des hautes classes se déclarèrent pour la cause royale. Les ambassadeurs des différentes puissances s'empressèrent d'assurer le roi de l'appui de leurs souverains. Des corps de volontaires furent levés parmi les royalistes et les constitutionnels, c'est-à-dire ceux du parti modéré. Les plus énergiques

proclamations appelaient le peuple aux armes; une adresse écrite par le célèbre Benjamin Constant (1), un des membres les plus distingués du parti modéré, était remarquable par son éloquence : il traçait un contraste frappant du gouvernement légitime sous un monarque constitutionnel, et de l'usurpation d'un Attila ou d'un Gengis qui ne gouvernait que par le glaive de ses mame-loucks. Il rappelait à la France la haine générale avec laquelle Bonaparte avait été chassé du royaume, et dévouait au mépris de l'Europe les Français qui consentiraient à tendre de nouveau leurs mains aux fers qu'ils avaient brisés et rejetés loin d'eux. Tous les Français furent appelés aux armes, et plus spécialement ceux à qui la liberté était chère; car dans le triomphe de Bonaparte, la liberté devait trouver pour jamais son tombeau. Avec Louis, disait l'adresse, il y a paix et bonheur; avec Bonaparte, guerre, misère et désolation. Un appel encore plus énergique au sentiment populaire fut fait sur l'escalier des Tuileries par une femme qui s'écria : « Si le roi n'a pas assez d'hommes pour le défendre, qu'il appelle les femmes que Napoléon a rendues veuves ou privées de leurs enfans. »

Malgré ces démonstrations de zèle, l'esprit public avait été beaucoup influencé par les causes de mécontentement qui avaient été exagérées avec tant de perfidie depuis plusieurs mois. Les royalistes décidés étaient peu nombreux, les constitutionnels tièdes. Il devenait de plus en plus probable que la querelle ne serait pas décidée par la voix du peuple, mais par le glaive de l'armée.

(1) Article du *Journal des Débats*.

(ED. DE PAR.)

Soult, dont la conduite avait donné plusieurs motifs de soupçon, qui s'étaient encore accrus par la proposition d'appeler les officiers mis à la demi-solde depuis la restauration, donna sa démission et fut remplacé par Clarke, duc de Feltre, général moins renommé, mais sujet plus fidèle. Un camp fut établi à Melun; on y rassembla des troupes, et on mit tout le soin possible à choisir celles à qui la cause royale pouvait être confiée.

Cependant, la fortune n'avait pas entièrement abandonné les Bourbons. Cette partie de la conspiration qui devait s'exécuter dans le Nord fut déjouée. Lefebvre-Desnouettes, peu favorablement connu en Angleterre à cause de sa mauvaise foi, était, avec les deux généraux Lallemand, le principal agent du complot. Le 10 mars, Lefebvre-Desnouettes mit son régiment en marche pour se réunir à Bonaparte; mais les officiers ayant découvert son dessein, il fut obligé de s'échapper pour n'être pas arrêté. Les deux Lallemand mirent en mouvement la garnison de Lille, au nombre de six mille hommes, en produisant des ordres supposés, et en déclarant qu'il y avait une insurrection à Paris. Mais le maréchal Mortier ayant trouvé les troupes en marche, déconcerta une conspiration qui, si elle eût réussi, aurait eu pour résultat de faire prisonniers le roi et la famille royale. Les Lallemand furent pris; leur juste supplice aurait causé une salutaire terreur aux officiers de l'armée qui hésitaient encore; mais les ministres du roi n'avaient pas l'énergie qu'exigeaient les circonstances où ils se trouvaient.

Cependant les progrès de Bonaparte n'étaient pas interrompus; en vain *Monsieur* et le duc d'Orléans, aidés par les conseils et l'influence du maréchal Macdonald, s'efforçaient de retenir les troupes dans le devoir, et les habitans de Lyon dans leur fidélité au roi. Ceux-ci, la plupart manufacturiers, effrayés de l'avantage qu'avaient dans leur propre marché les produits de l'Angleterre, criaient ouvertement *vive l'empereur!* Les troupes de ligne gardaient un sombre silence. « Comment se conduiront vos soldats? dit *Monsieur* au colonel du treizième dragons. Le colonel laissa à ses hommes le soin de répondre eux-mêmes, et ils répondirent franchement qu'ils ne combattraient pas pour un autre que pour Napoléon. *Monsieur* descendit de cheval, et s'adressant individuellement aux soldats, il dit à un vétéran couvert de blessures et décoré de plusieurs croix : « Un brave soldat comme toi criera du moins vive le roi? — Vous vous trompez, répondit le soldat; personne ici ne combattra contre son père : je crierai vive Napoléon. » Les efforts de Macdonald furent également vains; il essaya de faire marcher deux bataillons pour s'opposer à l'entrée de l'avant-garde de Bonaparte : aussitôt que les troupes se virent en présence les unes des autres, elles rompirent leurs rangs et se mêlèrent au cri général de *vive l'empereur!* Macdonald aurait été fait prisonnier, mais les troupes qui venaient d'abandonner son drapeau ne permirent pas que la révolte fut poussée à ce point. *Monsieur* fut obligé de s'enfuir de Lyon, presque seul. La garde d'honneur, composée de citoyens, et qui était destinée à accompagner le premier prince du sang royal, offrit ses services

à Napoléon, mais il les refusa avec mépris, tandis qu'il envoya une croix d'honneur à un simple dragon, qui avait eu assez de loyauté et de dévouement pour accompagner *Monsieur* dans sa retraite.*

Bonaparte, déjà maître de l'ancienne capitale des Gaules, et à la tête de sept mille hommes, fut reconnu par Mâcon, Châlons, Dijon, et presque toute la Bourgogne. Marseille, au contraire, et toute la Provence se déclara contre l'usurpateur, et Marseille même mit sa tête à prix.

Napoléon jugea nécessaire de faire halte à Lyon pour faire reposer ses troupes, et ayant été joint par quelques juriconsultes de son parti, il s'occupa d'organiser son gouvernement. Jusque-là, ses adresses avaient eu un caractère tout militaire; elles étaient pleines de ces images orientales que Bonaparte regardait comme essentielles à l'éloquence : la victoire devait marcher au pas de charge, et les aigles allaient voler de clocher en clocher avec les couleurs nationales jusqu'aux tours de Notre-Dame. Les décrets qu'il promulgua à Lyon eurent un tout autre caractère, et regardaient l'arrangement intérieur de son administration future.

Cambacérès eut le ministère de la justice, Fouché celui de la police (c'était un gage donné aux révolutionnaires), Davoust fut créé ministre de la guerre. On vit se succéder décrets sur décrets avec une rapidité qui montrait comment Napoléon, à l'île d'Elbe, avait occupé ses loisirs, qu'on supposait avoir été consacrés à la composition de ses mémoires. Ces décrets étaient publiés au nom de

Napoléon, empereur des Français par la grâce de Dieu, et ils étaient datés du 13 mars, quoique leur promulgation n'eût pas lieu avant le 21. Le premier abrogeait tous les changemens qui se seraient effectués durant l'absence de Napoléon, dans les cours de justice et dans les tribunaux. Le second destituait tous les officiers appartenant à la classe des émigrés et introduits dans l'armée par le roi. Le troisième supprimait l'ordre de Saint-Louis, la cocarde blanche, le drapeau blanc, ainsi que les autres emblèmes de la royauté, et rétablissait le drapeau tricolore et tous les attributs du gouvernement impérial ; le même décret abolissait la garde suisse et les troupes de la maison du roi. Le quatrième confisquait les propriétés des Bourbons. Un décret pareil mettait le séquestre sur les biens rendus aux familles des émigrés, et était exprimé de manière à faire croire qu'il y avait eu, par cette restitution, beaucoup de changement dans les propriétés. Le cinquième décret de Lyon supprimait l'ancienne noblesse, ainsi que les titres féodaux, et garantissait formellement aux propriétaires de domaines nationaux le maintien de leur propriété. Le sixième prononçait une sentence de bannissement contre tous les émigrés non rayés de la liste avant le retour des Bourbons, et de plus confisquait leurs biens. Le septième rétablissait la légion d'honneur avec toutes les prérogatives dont elle avait joui sous l'empire, et joignait à ses fonds les revenus confisqués de l'ordre de Saint-Louis. Le huitième et dernier décret était le plus important de tous : sous prétexte que les émigrés qui avaient porté les armes contre la France avaient été introduits dans la chambre des

pairs, et que la chambre des députés avait déjà fini le temps légal de sa session, Napoléon prononçait la dissolution des deux chambres, et convoquait les collèges électoraux de l'empire, afin qu'ils pussent tenir au mois de mai suivant une assemblée extraordinaire du *Champ-de-Mai*. Cette assemblée, pour laquelle celui qui en eut l'idée avait trouvé un nom dans l'histoire des anciens Francs, devait avoir deux objets ; le premier, de faire tels changemens ou telles réformes dans la constitution de l'empire que les circonstances exigeaient ; le second, d'assister au couronnement de l'impératrice et du roi de Rome.

Nous ne pouvons pas nous arrêter à examiner ces différentes mesures ; on ne peut nier néanmoins qu'elles ne fussent en général admirablement calculées pour servir la cause de Napoléon ; elles flattaient l'armée, et en même temps nourrissaient son ressentiment contre les émigrés, en insinuant qu'elle avait été sacrifiée par Louis XVIII à l'intérêt de ses compagnons d'exil. Les décrets de Lyon semblaient encore promettre aux républicains un plan de confiscation, de proscription et de changement de gouvernement. Tandis que les impériaux voyaient pleuvoir sur eux-mêmes les pensions, les charges et les décorations, la sécurité était promise aux possesseurs de domaines nationaux, le spectacle du *Champ-de-Mai* aux Parisiens, et à toute la France la tranquillité et la paix, puisque le retour de l'impératrice et de son fils, que l'on assurait être prochain avec tant de confiance, devait être considéré comme un gage de l'amitié de l'Autriche. On disait aussi que la Russie était favorable à Napo-

l'éon, et la conduite d'Alexandre envers les membres de la famille de Bonaparte était audacieusement invoquée comme une preuve de ce fait. Il était bien évident que l'Angleterre lui était dévouée; autrement aurait-il pu s'échapper d'une île que les forces navales de cette nation environnaient de toutes parts? Il n'y avait donc que la Prusse qui pût conserver des sentimens d'hostilité et de vengeance; mais n'étant pas soutenue par les autres puissances belligérantes, la Prusse devait rester passive ou être bientôt réduite à la raison. Le vif plaisir d'humilier au moins l'un des derniers vainqueurs de Paris, donnait quelque chose de piquant et un certain attrait à une révolution que la coopération des autres grands États, comme l'assurait Bonaparte, rendrait facile et pacifique. Ces nouvelles étaient adroitement répandues dans la France par les partisans de Napoléon; elles précédaient sa marche, et disposaient l'esprit du peuple à le recevoir comme le maître destiné à régner sur lui.

Le 13, Bonaparte se remit en route, et, s'avancant par Mâcon, Châlons et Dijon, il parvint à Auxerre le 17 mars. Il voyageait plutôt comme un prince qui, lassé des soins du gouvernement, désire se soustraire autant que possible à l'embaras des affaires, que comme un aventurier venant à la tête d'une armée d'insurgés pour arracher la couronne du front du monarque légitime.* Il voyagea plusieurs heures en avant de son armée, souvent sans aucune garde, ou tout au plus accompagné de quelques lanciers polonais. Le pays qu'il traversait était favorable à ses prétentions; il avait été rigoureusement traité par les

alliés dans les manœuvres militaires de la dernière campagne; et la répugnance des malheureux habitans pour les étrangers s'étendait à la famille royale qui était montée sur le trône par leur secours. C'est pourquoi quand ils virent leur ancien empereur seul au milieu d'eux, sans gardes, s'informant avec cet air d'intérêt et de bienveillance qu'il savait si bien prendre, de l'étendue de leurs pertes, qu'il promettait de réparer libéralement, on ne doit pas s'étonner qu'ils se soient rappelés les batailles qu'il avait livrées pour eux contre les étrangers, au lieu de réfléchir à la probabilité que sa présence dans leur pays pourrait leur amener une seconde invasion.

La fièvre révolutionnaire qui précéda Bonaparte ressemblait à une épidémie. Le 14^e régiment de lanciers, en garnison à Auxerre, foula aux pieds la cocarde blanche au premier signal qui lui en fut donné; le 6^e régiment de lanciers se déclara aussi pour Napoléon; et, sans attendre d'ordres, attira quelques soldats de la caserne de Montereau, et assura ce poste important qui commande le passage de la Seine.

La frayeur du gouvernement royal à la réception des nouvelles de Lyon, fut beaucoup augmentée par les faux bulletins que l'on avait fait circuler, et qui donnaient des détails d'une prétendue victoire remportée par le parti royaliste devant cette ville. La conspiration avait des racines si profondes, elle envahissait de telle sorte toutes les branches du gouvernement, que ceux que ce soin regardait imaginèrent d'envoyer ce faux rapport à Paris sous une forme demi-officielle par le moyen du télégraphe. Il produisit

l'effet que l'on devait attendre, d'abord de suspendre les efforts du parti fidèle, et ensuite de rendre plus profonde l'anxiété qui l'accabla, quand *Monsieur* revint presque sans être attendu, et apporta la nouvelle de son mauvais succès.

Dans ce moment désespéré, * Fouché offrit son assistance au roi, qui se trouvait presque sans défense. Il est probable que plus il réfléchissait sur le caractère de son ancien maître, plus il demeurait convaincu qu'ils se connaissaient trop bien l'un et l'autre pour se rendre jamais leur confiance mutuelle; c'est pourquoi, sans être arrêté par les communications qu'il avait ouvertes avec les impériaux, il demanda au roi une audience secrète; on le refusa, mais ses communications furent reçues par l'intermédiaire de deux personnes sûres désignées par Louis XVIII. Fouché leur parla avec l'audace d'un charlatan à qui des malheureux ont recours dans un moment d'angoisse, et qui entreprend sans hésiter la guérison des maladies désespérées. Ainsi Fouché exigea la plus absolue confiance dans son habileté, la plus scrupuleuse attention à ses ordonnances, la plus vaste récompense pour les services qu'il promettait : c'était enfin un expert qui parlait avec la plus grande assurance de l'infaillibilité de son remède, ayant soin de garder un mystère vague et cependant étudié sur les ingrédients dont il était composé, et sur la manière dont il devait opérer. Il demandait à Louis XVIII d'investir le duc d'Orléans de tout le pouvoir exécutif, et de confier à lui, Fouché, et à ceux qu'il désignerait, tous les emplois de l'administration. Ces

deux conditions une fois admises, il garantissait de mettre un terme aux succès de Bonaparte. On lit dans les Mémoires de cet audacieux intrigant qu'il avait eu le dessein de rassembler tout ce qui restait du parti révolutionnaire, et d'opposer les doctrines de liberté et d'égalité à celles de la gloire de la France dans le sens entendu par Bonaparte. Quels moyens de tels politiques ainsi réunis pouvaient-ils opposer à l'armée française? C'est ce que Fouché ne nous a pas dit. Mais il est probable que pour arrêter la marche de dix mille hommes armés, contre qui les révolutionnaires auraient pu à peine exciter la populace des faubourgs, le ministre de la police avait médité un moyen prompt et violent, l'assassinat de Napoléon; et pour un tel acte, Fouché, plus que personne au monde, aurait trouvé des agens déterminés.

Le roi, ayant refusé des propositions qui tendaient à conserver son sceptre pour le lui arracher ensuite des mains par des moyens dont ce que nous venons de dire permettait de soupçonner la moralité, Fouché se vit réduit à consacrer ses intrigues au service de son ancien maître : en conséquence, il fut pour les royalistes l'objet de tant de soupçons, qu'un ordre fut donné pour son arrestation. Quand les agens de police qui avaient été sous sa dépendance vinrent pour exécuter l'ordre, il leur fit des objections contre le défaut de forme de leur mandat, et étant entré dans son cabinet comme pour faire une protestation, il descendit par un escalier dérobé dans son jardin, dont il escalada les murailles. Il n'avait pas de plus proche voisin que la duchesse de Saint-Leu, dans les jardins de laquelle il

s'échappa ; en sorte que le fugitif arriva comme par un coup de théâtre au milieu d'un cercle de Bonapartistes décidés, qui le reçurent en triomphe et avisèrent au moyen de l'emmener avec eux comme certains de sa fidélité. (1)

Louis XVIII, dans sa détresse, eut recours à l'assistance d'un autre homme de la révolution, qui, sans avoir les talens de Fouché, était peut-être plus capable que lui de servir la cause du roi s'il eût été disposé à le faire. Le maréchal Ney fut appelé pour prendre le commandement d'une armée destinée à attaquer Napoléon sur son flanc et son arrière-garde, tandis que d'autres forces, à Melun, s'opposeraient en tête à sa marche vers Paris. Ney eut une audience du roi le 9 mars ; il reçut ses instructions avec le langage d'une fidélité inviolable au roi, et déclara sa résolution d'amener Bonaparte à Paris, comme une bête féroce, dans une cage de fer. Le maréchal se rendit à Besançon ; là, il apprit le 11 mars que Bonaparte était maître de Lyon, mais il continua ses préparatifs de résistance, et réunit autant de troupes qu'il put en tirer des garnisons environnantes. A ceux qui lui objectaient la mauvaise disposition des soldats, et la difficulté qu'il aurait à les déterminer à combattre, Ney répondait sans hésitation : « Ils combattront ; je prendrai le fusil d'un grenadier, et je com-

(1) Dans les Mémoires de Fouché on a vu que cet ordre d'arrestation n'eut aucun fondement politique, mais qu'il fut motivé par la jalousie de Savary, qui, prévoyant que Fouché serait rétabli dans sa place de ministre de la police, que lui-même désirait, à cause des sommes considérables qui étaient placées à la disposition de ce fonctionnaire, espérait ainsi écarter son rival.

mencerais moi-même l'action ; je passerai moi-même mon épée au travers du corps du premier qui hésitera à suivre mon exemple. » Il écrivit au ministre de la guerre que tout le monde était fasciné par l'activité et les progrès rapides de l'usurpateur ; que Napoléon était favorisé de la populace et des soldats, mais que les officiers et les autorités civiles étaient fidèles, et il espérait encore que cette dernière tentative d'un furieux se terminerait heureusement pour la bonne cause.

Dans ces dispositions, Ney s'avança jusqu'à Lons-le-Saulnier : c'est là que, la nuit du 13 au 14 mars, il reçut une lettre de Napoléon qui le sommait de joindre son étendard en qualité du *plus brave des braves*, nom qui ne pouvait pas manquer de réveiller dans le cœur du maréchal une foule de souvenirs. Il avait déjà sondé ses officiers et ses soldats, et reconnu leur inébranlable résolution de joindre Bonaparte. Il n'avait donc qu'un choix à faire entre l'alternative de conserver son commandement en passant à l'empereur, ou de retourner vers le roi sans avoir rien exécuté ou même rien tenté de ce qu'il s'était vanté d'accomplir, et en même temps sans l'armée sur laquelle il avait prétendu exercer une telle influence.

Le maréchal Ney était un homme d'une naissance très-inférieure, mais qui, par une valeur extraordinaire, s'était élevé aux plus hauts rangs dans l'armée. Sa première éducation ne lui avait donné ni un sentiment délicat du véritable honneur, ni les principes d'une morale élevée, et

les habitudes de sa vie n'avaient pu suppléer à ce vice d'éducation. Il paraît avoir été un homme faible, avec plus de vanité que d'orgueil, et qui, par conséquent, dut être plus sensible à la perte de ses places qu'à celle de sa dignité d'homme. Il se résolut donc à suivre Napoléon. Pour dissimuler l'inconvenance d'un changement aussi subit, il affecta l'hésitation d'un misérable qui délibère sur les chances du crime qu'il veut commettre, plutôt que de se montrer sous son véritable caractère, celui d'un homme inconstant, sans principes et sans réflexion. Il prétendit que l'expédition de Napoléon avait été arrangée long-temps d'avance entre lui et les autres maréchaux. Mais nous aimons mieux supposer que cette circonstance était une pure invention de sa part, que de croire que ses protestations aux Tuileries, seulement cinq jours auparavant, n'avaient été de la part de ce malheureux général que le langage d'une trahison préméditée (1).

Le maréchal publia un ordre du jour où il déclarait la cause des Bourbons à jamais perdue. Cet ordre du jour fut reçu avec transport par les soldats, qui déploierent aussitôt les couleurs de Bonaparte et l'étendard tricolore. Il y eut cependant beaucoup d'officiers qui protestèrent et quittèrent leurs commandemens. Un d'entre eux, avant de s'éloigner, brisa son épée et en jeta les morceaux aux pieds du maréchal en

(1) Le respect que commande une grande infortune ne doit pas imposer silence à l'historien; mais il nous semble que l'auteur a exprimé ici son opinion en termes peu dignes de lui.

disant : « Il est plus facile à un homme d'honneur de briser du fer que de violer sa parole. »

Ney fut reçu par Napoléon à bras ouverts. Sa défection causa un tort incalculable à la cause du roi, parce qu'elle montra que l'esprit de trahison qui possédait les soldats s'était propagé jusqu'aux officiers du plus haut rang dans l'armée.

Cependant le roi, malgré des circonstances si défavorables, employait tous les moyens pour maintenir ses sujets dans leur fidélité à sa personne. Il assista à une séance de la chambre des députés, et fut reçu avec de tels témoignages d'enthousiasme qu'on aurait pensé que les mesures les plus actives allaient être décidées. * Enfin le roi passa en revue la garde nationale, au nombre d'environ vingt-cinq mille hommes, qui semblaient animés d'un vrai sentiment de fidélité. Il inspecta aussi six mille hommes de troupes de ligne, mais là sa réception fut équivoque. Les soldats mirent leurs bonnets au bout de leurs baïonnettes en témoignage de respect, mais ils ne crièrent point.

Quelques-uns de ceux qui entouraient la personne de Louis continuaient à croire que ces soldats étaient encore attachés au roi, et qu'ils devaient à tout prix être envoyés au camp de Meun, qui était le dernier point où le parti du roi pût désormais espérer de faire résistance. Pour dernière ressource, Louis convoqua un conseil général aux Tuileries, le 18 mars. Les généraux déclarèrent qu'il n'y avait aucun moyen de s'opposer à Bonaparte. Les gentilshommes du

parti royaliste les contredirent ; et après que quelques expressions violentes eurent été échangées de part et d'autre , sans égard pour la présence royale , Louis fut obligé de rompre l'assemblée , et se disposa à abandonner une capitale où la supériorité de ses ennemis et la mésintelligence de ses amis ne lui laissaient aucun espoir de se défendre.

Pendant ce temps les deux armées s'approchaient l'une et l'autre de Melun. Celle du roi était commandée par le fidèle Macdonald. Le 20, ses troupes furent rangées en trois lignes pour recevoir celles de l'usurpateur , que l'on disait s'avancer du côté de Fontainebleau. Alors il y eut une longue attente, circonstance qui rend presque toujours les hommes plus accessibles aux émotions fortes et soudaines. Les clairières de la forêt et le terrain élevé sur lequel cette forêt est placée étaient occupés par l'armée royale , mais offraient l'image d'une profonde solitude. On n'entendait aucun cri, excepté quand par l'ordre des officiers, qui restèrent fidèles généralement, la musique militaire jouait les airs de *vive Henri IV*, *ô Richard*, *Charmante Gabrielle*, et d'autres chants associés à la cause et à la famille des Bourbons. Ces airs n'excitaient point de sentimens analogues parmi les soldats. Enfin, vers midi, on entendit un bruit de chevaux au galop, et une voiture découverte parut, entourée de quelques hussards, et traînée par quatre chevaux. Elle avançait en toute hâte, et Napoléon s'élançant de la voiture, se trouva au milieu des rangs qui avaient été formés pour s'opposer à lui. Son escorte descendit de cheval, se

confondit avec ses anciens camarades, et l'effet de ses exhortations fut instantané sur des hommes dont les esprits étaient déjà à demi préparés à ce changement. Il y eut un cri général de *vive l'empereur*. La dernière armée des Bourbons passa de son côté, et il n'exista plus d'obstacle entre Napoléon et la capitale qu'il devait encore une fois, mais pour peu de temps, habiter comme souverain.

Louis XVIII avait trop bien pressenti cette défection pour en attendre la suite. Le roi partit de Paris, escorté par sa maison, à une heure du matin, le 20 mars. Nonobstant la nuit, le palais fut entouré de gardes nationaux et d'un grand nombre de citoyens, qui pleuraient et suppliaient le roi de rester, offrant de répandre pour lui jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Mais Louis XVIII refusa sagement d'accepter ces sacrifices, qui ne lui auraient point profité. Accompagné des troupes de sa maison, il se dirigea vers Lille. Le maréchal Macdonald, à son retour de la fatale position de Melun, prit le commandement de cette faible escorte; elle fut renforcée par plusieurs volontaires, qui considéraient plutôt leur zèle que leurs moyens d'assistance. Cependant le malheur du roi commandait la compassion; il traversa Abbeville et d'autres villes de garnison, où les soldats le reçurent avec un respect silencieux, qui, tout en témoignant l'intention de se réunir à son rival, annonçait toutefois qu'ils ne voulaient point offenser sa personne ni insulter à ses malheurs. Louis avait espéré séjourner à Lille, mais le maréchal Mortier, insistant sur les dispositions de la garnison

au mécontentement et au désordre, le pressa de mettre sa vie en sûreté en continuant sa route; et il partit pour un second exil, en se dirigeant vers Ostende et de là vers Gand, où il établit sa cour exilée. Le maréchal Macdonald, persuadé qu'en émigrant il devait renoncer à l'espoir de servir à l'avenir ou la France ou son monarque, prit congé de sa majesté. A l'exception de deux cents hommes, les soldats qui avaient accompagné le roi furent aussi congédiés sur les frontières. Ils avaient été harcelés dans leur marche par quelques détachemens de cavalerie légère, et en essayant de regagner isolément leurs habitations, quelques-uns furent tués et la plupart pillés et insultés.

Pendant la révolution se déclarait pleinement à Paris; Lavalette, l'un des partisans les plus décidés de Bonaparte, se hâta de sortir de la retraite où il était caché, pour prendre la direction de la poste au nom de Napoléon, emploi qu'il avait rempli pendant son premier règne. Il put ainsi intercepter les proclamations royales, et annoncer officiellement dans chaque département le rétablissement de l'empereur. Excelsmans, qui venait si récemment de jurer fidélité à toute épreuve au roi, enleva le drapeau blanc qui flottait sur les Tuileries et y plaça le drapeau tricolore.

La soirée était avancée lorsque Napoléon arriva dans la même voiture découverte qui l'avait amené depuis son débarquement. Il y eut un singulier contraste entre son arrivée et le départ du roi; le dernier était accompagné des sanglots, des pleurs, et des souhaits de tous les citoyens qui

désiraient la paix et la tranquillité, des lamentations de ceux qui restaient sans défense, et des craintes des hommes sages et prudents. Le premier entraît au milieu des cris des soldats, qui, n'existant que par la guerre et la désolation, saluaient avec des acclamations militaires le chef qui devait les rendre à leur élément. Les habitans des faubourgs se réjouissaient dans l'attente de recevoir des emplois ou des largesses, ou à l'instigation des chefs de factieux qui étaient sous la direction spéciale de la police, et bien préparés pour l'événement. Mais parmi la foule immense des citoyens de Paris, accourus pour voir ce spectacle extraordinaire, un très-petit nombre, si toutefois il y en eut, prit part à cette joie. Les soldats de la garde, irrités de leur silence, commandaient aux spectateurs de crier, en les frappant du plat de leurs sabres, et en les menaçant de leurs pistolets; mais ils ne purent leur arracher le cri désiré de *liberté et Napoléon*, quoique la conduite des soldats annonçât pleinement qu'au moins Napoléon était rendu aux Parisiens. Sur la place du Carrousel et devant les Tuileries, tous les partisans du gouvernement impérial, et ceux qui, ayant abandonné l'empereur, étaient empressés d'expier leur faute en se montrant les premiers à le reconnaître, s'étaient assemblés pour mêler leur voix à cette acclamation qui suppléait un peu au silence des rues. * Ils l'entouraient de si près, qu'il fut forcé de s'écrier : « Mes amis, vous m'étouffez ! » Et ses aides-de-camp furent obligés de le porter dans leurs bras jusqu'au grand escalier, et de là dans les appartemens du roi, où il reçut les

complimens des chefs principaux et des fauteurs de cette singulière entreprise.

Jamais, sur le champ de bataille le plus sanglant, le glorieux et terrible ascendant du génie de Napoléon ne fut aussi remarquable que pendant sa marche ou plutôt sa promenade de Cannes à Paris. Celui qui avait abandonné cette même côte, déguisé dans la crainte d'un assassinat, et versant des larmes, retournait dans toute sa grandeur, comme une vague ramenée sur le rivage avec d'autant plus de violence qu'elle en avait été repoussée plus loin. Ses regards semblaient posséder le pouvoir attribué aux magiciens du Nord, d'éteindre les lances et les épées. Le plus brave d'entre les braves, qui venait avec la résolution de le combattre comme un bête féroce, reconnut sa supériorité à son aspect, et se mêla parmi ses satellites. Cependant l'éclat dont brillait Napoléon n'était point celui d'une planète se mouvant dans sa sphère régulière, mais plutôt celui d'une comète, annonçant des présages de peste et de mort, et

— « *With fear of change,
Perplexing nations.* »

« Troublant les nations par la crainte d'un bouleversement. »

Le résultat de cette expédition a été défini ainsi par l'un des hommes d'état les plus instruits et les plus éloquens de la Grande-Bretagne (1).

« Existe-t-il, dit cet orateur accompli, un langage approprié au mal que nous voulons dépeindre ? Des guerres qui avaient dévasté l'Europe pendant vingt-cinq ans ; qui avaient répandu le

(1) Sir James Mackintosh.

sang et la désolation de Cadix à Moscou, et de Naples à Copenhague ; qui avaient tari les sources des jouissances humaines, et détruit les moyens d'amélioration de la société ; qui menaçaient d'introduire parmi les nations européennes les habitudes féroces et dissolues d'une soldatesque portée au pillage. Et bien ! par une de ces vicissitudes qui portent à se défier de la prévoyance humaine, et avec un bonheur au-delà de toute espérance raisonnable, ces guerres s'étaient terminées sans qu'il y eût de choc violent pour l'indépendance nationale ; une alliance s'était formée entre les opinions du siècle et le respect dû aux anciennes institutions ; il n'y avait pas eu de triomphe trop humiliant pour les intérêts légitimes ou les sentimens du grand nombre ; et surtout on n'avait point vu ces représailles contre la nation ou les partis, qui produisent de nouvelles convulsions, aussi horribles souvent que celles qui les ont précédées, et perpétuent la vengeance et la haine d'âge en âge : l'Europe semblait respirer après tant de souffrances. Au milieu de ces espérances consolantes, Napoléon s'échappe de l'île d'Elbe ; trois faibles vaisseaux atteignent la côte de Provence, ces espérances sont aussitôt dissipées ; l'œuvre de notre courage et de nos fatigues est détruit ; le sang de l'Europe a coulé en vain. »

« *Ibi omnis effusus labor !* » *

OEUVRES COMPLÈTES

DE

SIR WALTER SCOTT,

Complément.

TOME XII.

VIE DE NAPOLEON.



LIÈGE,

IMPRIMERIE DE FR. LEMARIÉ, LIBRAIRE,
PRÈS L'HÔTEL-DE-VILLE, N^o. 81.

M DCCC XXVII.